

Appel des personnels des écoles et du collège du secteur de Gabriel Péri (Aubervilliers)

Lundi 7 octobre, au collège G.Péri (Aubervilliers), était organisée la concertation pour les assises de l'éducation prioritaire réunissant le "Réseau Réussite Scolaire" (écoles et collège) du secteur.

Cette "consultation" nous a été imposée uniquement pour légitimer la politique de coupes budgétaires poursuivie par le gouvernement. En effet le rapport final qui servira de base à la loi a déjà été écrit. Il prévoit l'augmentation du nombre d'élèves par classe et de nouvelles dégradations des conditions de travail des personnels et des élèves. La disparition de dispositifs d'éducation prioritaire valide et annonce la suppression des quelques rares moyens supplémentaires que nous avons encore.

C'est pourquoi nous avons, à une large majorité, refusé d'y participer et nous nous sommes réunis en assemblée générale de 75 collègues et parents pour discuter des vrais problèmes.

Aujourd'hui, nos élèves subissent la dégradation de leurs conditions d'étude : les classes surchargées, la diminution des heures de cours, la suppression de moyens pédagogique (RASED, dédoublements...) et des aides sociales (fin du fond social collégien, hausse du tarif de cantine, appauvrissement et désorganisation des activités éducatives...)
Les suppressions de postes à tous les niveaux rendent la situation intolérable : peu ou pas de remplacements, manque d'infirmières et de médecins scolaires...

Cela se combine à la dégradation des conditions de travail qui nous épuisent et affectent la qualité l'enseignement. L'éducation prioritaire ne doit pas être un laboratoire de la destruction des statuts et du service public d'éducation.

L'urgence est de mettre les moyens nécessaires pour l'éducation, notamment pour maintenir et développer les ZEP. Cela passe par :

- l'abandon de la réforme des rythmes scolaires,
- le recrutement massif de personnel tout en mettant fin à la précarité,
- la baisse significative du nombre d'élèves par classe, et le développement des RASED,
- la stabilisation des équipes avec le maintien et l'augmentation des primes et des salaires, et la diminution des compléments de services,
- la baisse du temps de service des enseignants pour permettre la concertation entre équipes et favoriser un meilleur suivi des classes et des élèves,
- la mise en place d'une formation initiale et continue de qualité, liée à la recherche et aux courants pédagogiques,
- le développement de vrais moyens pour les budgets nationaux et locaux afin de réduire les inégalités et faire progresser la gratuité,
- le retour à une véritable carte scolaire pour assurer la mixité sociale,
- la scolarisation effective des enfants de moins de trois ans dans des conditions adaptées,

Nous sommes convaincus que seule la mobilisation des personnels et des parents permettra de mettre en échec les projets du gouvernement et de gagner sur nos revendications. C'est pourquoi nous souhaitons l'organisation d'une journée de grève rapidement, dans l'optique d'un plan d'action continue car nous sommes conscients qu'une journée ne suffira pas et qu'il faudra aller vers une grève reconductible.

Nous appelons les collègues des établissements concernés par ces consultations à refuser d'y participer, et à profiter des demi-journées banalisées pour organiser des assemblées générales des personnels et des parents, pour discuter des revendications et pour construire la mobilisation nécessaire.